

Le caporal-chef Nabyuré. Un prince africain dans les rizières indochinoises

Par Benoit Beucher

Pour citer cet article :

Beucher Benoit, « Le caporal-chef Nabyuré. Un prince africain dans les rizières indochinoises », in Deroo Éric (dir.), *De Bibendum aux Tirailleurs, Mélanges offerts au lieutenant-colonel Champeaux*, Paris, Histoire-Mémoire-Patrimoine, 2019, pp. 279-295.

Benoit Beucher est docteur en histoire. Chercheur affilié à l'Institut des Mondes africains (UMR CNRS 8171-IRD 243), adjoint 'Histoire' à la Délégation au Patrimoine de l'armée de Terre, ses travaux s'intéressent notamment à l'histoire au long cours des sociétés de la Boucle du Niger et des rapports entre guerre, territoires et identités dans l'actuel Burkina Faso. Il a notamment publié *Manger le pouvoir au Burkina Faso. La noblesse mossi à l'épreuve de l'Histoire*, Paris, Karthala, 2017.

Il y a près d'une dizaine d'années, nous découvrons avec grand intérêt *La Force Noire. Gloire et infortunes d'une légende coloniale*. Publié chez Tallandier par le lieutenant-colonel Champeaux et Éric Deroo, cet ouvrage s'avéra précieux à plus d'un titre. Agréable sur le plan graphique, richement illustré, il fourmille de documents passionnants accompagnés de textes rigoureux. Nous ne manquons pas de l'utiliser, aussi bien pour la préparation de notre thèse de doctorat en histoire que pour la préparation des cours que nous consignons dans un établissement du secondaire en Seine-Saint-Denis, aussi bien qu'en Sorbonne, à l'histoire de la colonisation contemporaine en Afrique, sujet parfois très délicat, particulièrement dans le sillage des débats autour de la « repentance coloniale ».

Quelques années ont passé depuis. Au jour où nous écrivons ces lignes, nous servons depuis peu aux côtés du lieutenant-colonel Champeaux au sein de la Délégation au Patrimoine de l'armée de Terre (DELPAT). Celui-ci n'y ménage jamais son temps pour partager son expertise et donner des orientations bibliographiques sur la question de la « Force noire », et plus largement de notre armée dans les outre-mers, sujets dont il est l'un des meilleurs spécialistes. Il y a peu de temps encore, le lieutenant-colonel nous remettait 6 feuillets photocopiés qui nous ont rapidement intrigué. Il s'agit en effet des pièces d'un dossier constitué par le Bureau de la Guerre psychologique qui, parti de Saïgon le 16 mars 1954, était destiné au chef de la Section d'études et d'informations des troupes coloniales¹. Cet ensemble documentaire comprend quelques renseignements et des témoignages autour d'un certain Nabyouré Congo. Il nous est très vite apparu que nous avions là un petit trésor archivistique. « Nabyouré » ou « *Naab'yuure* », dans la langue des Mossi² de l'actuel Burkina Faso, signifie « Nom du roi ». Il s'agit de la périphrase d'usage qui vient pudiquement remplacer l'ancien nom quand il devient identique à celui choisi par le roi au moment de son accession au trône³. « Congo » ou « Kongo » renvoie à la dynastie qui règne depuis la fin du XV^e

1 Ce service dépendait de la Direction des troupes coloniales. Ses archives ont été déposées au Centre d'histoire et d'études des troupes d'outre-mer (CHETOM) à Fréjus. Cf. Caniart Valérie, « La sous-série 5H : les archives de l'Afrique occidentale française », *Revue historique des armées*, n° 250, 2008, pp. 129-131.

2 Les Mossi (ou *Moaaga* au sg., *Moose* au pl.) pèsent pour près de 50 % de la population totale du Burkina Faso, l'ancienne Haute-Volta avant 1984. Cette part est restée stable de la création du territoire en 1919 à nos jours.

3 Lors de son intronisation, le roi retient trois devises qui sont des phrases rendant compte des circonstances de

siècle sur le plus puissant royaume de la partie centrale de l'actuel Burkina Faso, celui de Ouagadougou (Waogodgo avant francisation). Précisément, Nabyouré est l'un des fils de son souverain, aussi appelé *Moogo Naaba*, littéralement le « Chef du Monde »⁴.

Après 18 ans passés à retracer l'histoire au long cours de cet État guerrier de l'Afrique de l'Ouest⁵, nous ne disposons encore que d'informations très lacunaires, presque aucune en réalité, sur la façon dont cet État dynastique, comptant plusieurs millions d'habitants, s'est trouvé engagé dans cette guerre de décolonisation qu'a été le conflit en Indochine (1947-1954)⁶. Cette séquence historique encore largement muette gagnerait cependant à être replacée dans d'autres trajectoires de plus longue durée afin de l'inscrire dans une perspective plus large et plus éclairante. Nous pensons notamment au recours à cette société, guerrière et politique par essence, lors des deux conflits mondiaux, sans oublier sa participation aux campagnes d'expansion et surtout de pacification coloniales en Afrique de l'Ouest ainsi qu'au Maroc avant 1912. Cette expérience des conflits entre la fin du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle a fortement éprouvé la loyauté des Mossi et de leurs princes vis-à-vis de la Métropole ; elle a également permis à des nobles comme Nabyouré de faire évoluer leur charge et la nature de leur autorité.

À partir de sources très fragmentaires, de l'ordre de l'indice et de la trace⁷, cet article vise précisément à retracer le parcours individuel de celui qui était prince (*nabiiga*) et caporal-chef dans l'armée française, révélant ainsi la complexité des rapports qui unissent en Afrique la « tradition » et la « modernité ». Il s'agit plus largement de saisir comment une noblesse et un royaume ont été insérés dans une histoire impériale en voie de mondialisation mais aussi de décomposition.

Les ressorts de l'héroïsation de Nabyouré

En 1952, Nabyouré rejoint les quelques 15.000 tirailleurs sénégalais (ou africains)⁸ présents en Indochine. Parmi eux, on compte un nombre non négligeable de sujets venus de la Haute-Volta.

l'accession au pouvoir, du caractère du prince élu et du programme de gouvernement qu'il compte mettre en œuvre. Il en retient un mot qu'il juge significatif et qui sera son nom de guerre ou de règne (« *zab yuuré* »). Ce nom peut être déjà porté par d'autres sujets qui sont dès lors contraints à l'abandonner. Ceci vise certainement à établir une distinction entre le roi et le commun des mortels.

4 « *Moogo* » peut être traduit littéralement par « Monde » en mooré, la langue des Mossi. Il désigne à la fois un espace perçu par ces derniers comme civilisé par opposition à des marges jugées plus « arriérées ». Il est aussi le nom donné à l'ensemble des formations politiques ayant à leur tête un *naaba* (« chef »). Il couvre un espace densément peuplé de près de 65.000 km² aux frontières stables depuis le milieu du XVI^e siècle. Plusieurs royaumes indépendants le constituent et sont séparés par des sortes d'États-tampons. Cf. Izard Michel, *Moogo, l'émergence d'un espace étatique ouest-africain au XVI^e siècle*, Paris, Karthala, 2003.

5 Beucher Benoit, *Manger le pouvoir au Burkina Faso. La noblesse mossi à l'épreuve de l'Histoire*, Paris, Karthala, 2017.

6 Myron Echenberg constate que, de façon générale, les sources officielles consacrées à l'engagement des Africains dans la guerre d'Indochine font largement défaut. Nous ne possédons par ailleurs aucune trace de la participation des Mossi à la guerre d'Algérie. Cf. Echenberg Myron J., *Les Tirailleurs sénégalais en Afrique occidentale française, 1857-1960*, Paris, Karthala, 2009, p. 194. Pour une synthèse historique sur la question, voir Bodin Michel, *Les Africains dans la guerre d'Indochine 1947-1954*, Paris, L'Harmattan, 2000, et du même auteur, « Les "Sénégalais" de la guerre d'Indochine » in Garan Frédéric (dir.), *Défendre l'Empire*, Éd. Vendémiaire, 2013, pp. 103-135.

7 Ce type de recherche, dont les sources sont si rares en dépit du caractère assez récent des événements, conduit en effet à réaliser une histoire indicielle au sens de Carlo Ginzburg. Pour reprendre les mots de cette grande figure de la micro-histoire italienne, il s'agit de « *démontrer l'importance des phénomènes apparemment négligeables* » en s'attachant au « *détail révélateur* », ce que nous allons tâcher de faire à l'aide des quelques traces historiques laissées par un prince mossi acteur de la période particulièrement sensible de l'autonomisation puis de la marche vers l'indépendance des colonies. Cf. Ginzburg Carlo, *Mythes emblèmes traces. Morphologie et histoire*, Lagrasse, Verdier Poche, 2010, pp. 10-13.

8 Comme le note Michel Bodin, l'adjectif « africain » commença à supplanter celui plus ancien de « sénégalais » à partir de 1951. Ce dernier ne rendait pas justice à la diversité de l'origine géographique de soldats levés dans toute l'Afrique subsaharienne française. Cf. Bodin Michel, *Les Africains dans la guerre d'Indochine, op. cit.*, pp. 6-7.

En effet, depuis 1918 et la mission de recrutement Diagne en AOF⁹, la part des populations dites « voltaïques »¹⁰ l'a emporté sur les autres, notamment wolof (Sénégal) et Bambara (Soudan français, actuel Mali). En 1948, les Voltaïques au sens strict représentent 20 % du total des hommes recrutés en AOF, ce qui fait de la Haute-Volta le plus grand contributeur de cette fédération ouest-africaine qui comprend alors 8 territoires coloniaux¹¹. À titre de comparaison, le Soudan fournit 19 % des hommes ; la Côte-d'Ivoire 13 % et le Sénégal 12 %. Par ailleurs, ces soldats voltaïques ont déjà fait la preuve de leur valeur au combat. À la fin du XIX^e siècle, les premières tentatives de recrutement réalisées dans la région de Ouagadougou, celle dont Nabyouré est issu, n'avaient pas soulevé l'enthousiasme de ses initiateurs il est vrai. En 1898, le chef de bataillon Crave estimait ainsi que les Mossi « *sont des brutes dont il ne sera jamais possible de faire des tirailleurs même passables* »¹² (*sic!*). Deux guerres mondiales plus tard, les éléments voltaïques et mossi en particulier se sont montrés, comme bien d'autres tirailleurs sénégalais, loyaux, disciplinés et valeureux au combat. Il en va de même en Indochine. En effet, Antoine Champeaux et Éric Deroo notent qu'au cours de ce conflit, les tirailleurs se sont révélés être de « *bons soldats que récompensent de nombreuses citations individuelles et collectives* »¹³. Nabyouré Congo confirme cette appréciation sur la valeur guerrière des tirailleurs sénégalais et plus précisément des Mossi bien qu'il s'agisse ici, à l'image de l'insurrection malgache de 1947, d'engagements armés mettant en scène de part et d'autre de la ligne de front des sujets issus du même empire colonial. Mais revenons-en au parcours indochinois du prince.

Au cours du mois de novembre 1952, Nabyouré est envoyé au Tonkin. Il rejoint la 4^e compagnie du bataillon de marche n° 1 de l'AOF (BM 1 AOF)¹⁴. Il s'y distingue très rapidement en dépit de son jeune âge. Ses chefs louent en effet « *ses qualités d'intelligence, son sens du commandement, sa conduite irréprochable* »¹⁵. Son allant lui vaut d'intégrer une unité de choc du bataillon. Dans un contexte sensible, il participe ainsi à plusieurs opérations dans le Tonkin, dont, semble-t-il, à celle dite « Nam-Mau » au début du mois de novembre 1953¹⁶. Entre son arrivée dans la région et son décès, survenu le 30 décembre 1953, la situation dans la partie septentrionale de l'Indochine est devenue préoccupante pour le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (CEFEO). Il est vrai que les forces vietminh ont essuyé de lourdes pertes, notamment au cours de la bataille de Hoa Binh (novembre 1951- février 1952). Cependant, comme le relève Ivan Cadeau, l'armée française a irrémédiablement perdu l'initiative sur le terrain et ne peut plus se maintenir

9 Cette Mission, emmenée par Blaise Diagne, un député originaire du Sénégal fait commissaire de la République pour la circonstance, a duré 6 mois. Elle visait à répondre à la crise des effectifs dont souffrait l'armée française. Près de 50.000 hommes étaient attendus. Entre 60 et 70.000 ont été levés. Le succès de Diagne, s'il doit être nuancé, est cependant incontestable au regard des séquelles du soulèvement anti-colonial de 1915-1916 qui a sévi dans une partie des régions qu'il a traversées (en particulier celle du Volta-Bani, entre le Burkina et une partie du Mali actuels). Cf. Michel Marc, « La genèse du recrutement de 1918 en Afrique noire française », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 58, n° 213, 4^e trimestre 1971, pp. 433-450 ; Saul Mahir et Royer Patrick, *West African Challenge to Empire : culture and history in the Volta-Bani anticolonial war*, Ohio University Press/James Currey, Athens/Oxford, 2001.

10 Nous entendons ici l'ensemble des populations partageant des traits culturels et linguistiques communs. Les ressortissants de la colonie de Haute-Volta, créée en 1919, n'en constituent qu'une partie. Cf. Delafosse Maurice, *Haut-Sénégal-Niger. Le pays, les peuples, les langues, l'histoire, les civilisations*, Paris, Émile Larose, 1912.

11 Echenberg M. J., *Les Tirailleurs sénégalais...*, *op. cit.*, p. 192.

12 Lettre du chef de bataillon Crave au commandant de la Région Est et Macina, Soudan français, Ouagadougou, 13 mai 1898, Centre national des archives du Burkina Faso (CNA), document non classé.

13 Champeaux Antoine (lieutenant-colonel) et Deroo Éric, *La Force Noire : gloire et infortune d'une légende coloniale*, Paris, Tallandier, 2006, p. 205.

14 Ce bataillon de marche a été créé à Thiès (Sénégal) en 1950. Il a servi en Indochine de novembre de cette même année à août 1954, puis est devenu le premier bataillon du 21^e Régiment d'infanterie coloniale (I/21^e RIC).

15 « Les renseignements intéressant filiation et état de service du caporal-chef Congo Nabyouré », pièce du dossier relative au décès du caporal-chef Nabyouré, partie le 16 mars 1954 de Saigon. Bureau de la Guerre psychologique, Affaires militaires musulmanes. Copie d'archive remise par le lieutenant-colonel Champeaux.

16 *Ibid.*

durablement hors du delta tonkinois¹⁷. En 1952, elle y procède à de nombreuses « opérations de nettoyage » au nord et au sud. Il semble que ce soit au cours de l'une d'entre elles que le caporal-chef Nabyouré a trouvé la mort. En effet, le rapport qui rend compte des états de service du prince rapporte que sa section était alors engagée dans une opération de fouille dans une zone réputée dangereuse, faite de joncs et traversée par un arroyo de 7 à 8 mètres de large¹⁸. Nabyouré, à son habitude, s'est porté volontaire pour le franchir à la nage afin de rejoindre des unités amies. Hélas, « arrivé au milieu, pris de syncope, il coulait à pic »¹⁹. Ses frères d'armes n'eurent pas le temps de le retrouver et de le sauver.

Tout dans les documents officiels vise à mettre en avant l'héroïsme et le dévouement du prince. L'éloge funèbre, prononcé par le lieutenant commandant sa compagnie, en est une parfaite illustration. Au cours des « nombreuses opérations », précise-t-il, « tu avais conduit ton groupe aussi bien sur les diguettes des rizières, que sur les pistes de montagnes, toujours auxiliaire apprécié de ton chef de section et de ton commandant d'unité »²⁰. Si la forme de ce discours paraît plutôt convenue et stéréotypée, l'évocation du souvenir laissé par l'homme dans la mémoire de ses compagnons révèle clairement qu'il était une personne appréciée pour ses qualités humaines et sa valeur au combat. Toujours selon son chef de compagnie, l'« annonce de sa mort plongea la compagnie et le Bataillon tout entier dans la consternation. Tout le monde (...) avait su apprécier depuis un an, son esprit, sa gentillesse, ses qualités de soldat et de chef unanimement reconnues »²¹. La longue liste des hommes qui se sont déplacés pour accompagner son « cercueil couvert de fleurs et de couronnes »²² montre bien qu'en plus d'avoir été un sous-officier respecté et apprécié, Nabyouré était aussi une personnalité publique en quelque sorte. Non seulement aux yeux des officiers français sous les ordres desquels il servait, mais aussi des soldats africains présents au Nord-Vietnam. On trouve ainsi, outre la délégation du BM 1 AOF, celles des bataillons africains de la région d'Haiphong, des « chefs de corps des Bataillons Africains Mossis », mais aussi du capitaine Drabo, officier des Affaires africaines des Forces Terrestres engagées dans la zone²³. L'importance du statut du personnage explique la mise en scène particulière des hommages qui lui sont rendus et de leur écho tout aussi particulier qu'ils connaissent en Indochine mais aussi à Paris.

Certes, Nabyouré n'était que caporal-chef en dépit de sa noble condition. Au sein de l'armée de la République, être le fils d'un souverain n'ouvrait pas de passe-droits particuliers, bien que son père, le roi Saaga II (1942-1957), comptait parmi les principales autorités « indigènes » sur lesquelles le pouvoir colonial s'appuyait pour gouverner et administrer la Haute-Volta²⁴. Les documents officiels consacrés au prince participent donc de cette mystique républicaine de l'élévation par le mérite. Ils suggèrent fortement le fait que seuls ses états de service ont justifié

17 Cadeau Ivan, *La Guerre d'Indochine. De l'Indochine française aux adieux à Saigon 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, p. 375.

18 Un arroyo est un cours d'eau temporaire alimenté par l'eau des pluies. Sa dangerosité n'est pas sans rappeler celle des oueds en Afrique du Nord, à l'image de celui qui a emporté la fameuse exploratrice Isabelle Eberhardt en 1904.

19 « Les renseignements intéressant filiation... », *doc. cit.*

20 « Allocution prononcée par le lieutenant commandant la 4^e compagnie du bataillon de marche n°1 de l'A.O.F. aux obsèques du : caporal-chef Congo Nabyouré », Haiphong, 2 janvier 1954. Pièce du dossier relative au décès du caporal-chef Nabyouré, partie le 16 mars 1954 de Saigon. Bureau de la Guerre psychologique, Affaires militaires musulmanes. Copie d'archive remise par le lieutenant-colonel Champeaux.

21 *Ibid.*

22 « Les renseignements intéressant filiation... », *doc. cit.*

23 *Ibid.*

24 Il s'agit d'une colonie créée en 1919, d'une superficie de 274.000 km², peuplée à cette époque par 2,5 millions d'habitants. Au moment où Nabyouré se trouve en Indochine, le territoire compte probablement plus de 4 millions d'âmes dont la moitié sont mossi. L'administration coloniale n'y a jamais été très étoffée. Dans les années 1920, on comptait environ un administrateur européen pour 66.000 « indigènes » voltaïques, un des taux d'encadrement les plus faibles de l'AOF. Ceci est l'une des explications du recours régulier à la noblesse mossi afin d'administrer la Haute-Volta, de lever sa force de travail ainsi que ses soldats. Cf. Beucher B., *Manger le pouvoir au Burkina Faso*, *op. cit.*

l'annonce de sa promotion au grade de sergent²⁵. C'est eux également qui sont à l'origine de l'attribution, à titre posthume, de la médaille militaire avec citation à l'ordre de l'armée²⁶. Rappelons qu'au même moment, des Voltaïques qui n'étaient ni mossi ni nobles servaient en qualité d'officiers au sein de l'armée française. C'est le cas par exemple de Sangoulé Lamizana, un Samo qui a réalisé deux séjours en Indochine avec le grade de sous-lieutenant puis de lieutenant²⁷. Malgré tout, le statut de Nabyouré, présenté dans ces mêmes documents comme le « *fils du Morho Naba* » ou de « *l'Empereur des Mossis* »²⁸, est manifestement exploité et fait de l'homme un exemple visant à galvaniser le moral des troupes. N'oublions pas qu'à ce moment, un certain nombre d'officiers métropolitains, gagnés par le défaitisme, expriment clairement leurs doutes quant à la possibilité de vaincre l'ennemi sur le terrain²⁹. Par ailleurs, comme le rappelle Ivan Cadeau, les opérations de nettoyage, sans être excessivement coûteuses en vies humaines, conduisent néanmoins à une usure à la fois physique et morale des hommes, situation typique dans le contexte de ces opérations anti-insurrectionnelles³⁰. À partir de 1950, les soldats africains souffraient quant à eux d'une nette démoralisation liée notamment au manque de promotion interne³¹. Rappelons en effet qu'en 1950, l'armée française dans son ensemble ne compte que 3 capitaines africains, et qu'en 1953, le nombre total d'officiers dits « noirs » n'atteint pas 40 hommes³². Par ailleurs, l'ensemble des tirailleurs sénégalais ne compte pas plus de 1000 sous-officiers, chiffre qu'il faut rapporter aux 15 à 20.000 Africains annuellement envoyés en Indochine³³. La promotion attendue de Nabyouré au grade de sergent peut donc paraître modeste, mais elle n'est pas négligeable si on la replace dans le contexte de l'époque.

Quoi qu'il en soit, la mise à l'honneur du caporal-chef participe très vraisemblablement d'une opération de communication destinée prioritairement aux soldats africains du CEFEO sans que l'on puisse pour autant remettre en cause la valeur du soldat. Hélas, aucune source ne nous permet de savoir si cette forme d'héroïsation de Nabyouré visait plus particulièrement les Voltaïques – et plus largement les Africains – restés sur place. Si cela était le cas, s'agissait-il de faciliter les recrutements pour un nouveau conflit lointain, ce dans un contexte d'autonomisation croissante des colonies et d'aspiration à un assouplissement de la tutelle coloniale ? Les rapports politiques produits par les services du territoire de Haute-Volta, et plus précisément du cercle³⁴ de Ouagadougou, sont quasi-muets à ce propos. Et rien ne laisse penser que le bien fondé de l'intervention française en Indochine ait été ouvertement contesté, que ce soit par les élites politiques ou par les gens ordinaires. En 1950, le gouverneur de la Haute-Volta fait tout juste état du bon état d'esprit des soldats de retour d'Indochine qui, placés cependant sous une surveillance assez étroite, ne semblent pas tenir de « *propos défavorables à la lutte que nous menons là-bas* »³⁵. Qu'en

25 Précisons que sa mort est survenue avant que ne lui soit attribué ce grade.

26 « Les renseignements intéressant filiation... », *doc. cit.*

27 Lamizana devient en 1966 le deuxième président de la République de Haute-Volta. Il n'était pas inconnu de la famille royale mossi, lui qui précise dans ses mémoires que sa famille était bien introduite dans la cour du grand-père de Nabyouré, le roi Koom II (1905-1942). Cf. Lamizana Sangoulé (général), *Sur la brèche trente années durant. Mémoires. Général Sangoulé Lamizana, Ancien Président de la République de Haute-Volta*, tome 2, Paris, Jaguar Conseil, 1999, p. 477.

28 « Allocution prononcée par le chef de bataillon, commandant le bataillon de marche n°1 de l'A.O.F. aux obsèques », Bureau de la Guerre psychologique, Affaires militaires musulmanes. Copie d'archive remise par le lieutenant-colonel Champeaux.

29 Cadeau I., *La Guerre d'Indochine...*, *op. cit.*, p. 381.

30 *Ibid.*, p. 382.

31 Champeaux A., Deroo É., *La Force Noire...*, *op. cit.*, p. 205.

32 Echenberg M. J., *Les Tirailleurs sénégalais...*, *op. cit.*, p. 207.

33 *Ibid.*, p. 194 et 211.

34 Le cercle est une unité administrative coloniale comparable à une préfecture. Elle est confiée à un commandant de cercle qui peut être aussi bien civil que militaire.

35 Lettre du Gouverneur de la Haute-Volta au Haut-Commissaire de la République en AOF classée « confidentiel », a/s « Revue des événements du 3^e trimestre 1950 », Ouagadougou, 9 octobre 1950, Archives nationales du Sénégal (ANS) 10G 23/144.

était-il au cours des années suivantes, nous n'en savons quasiment rien. Tout juste apprend-on qu'en 1954, l'arrêt des hostilités faisant suite à la conférence de Genève « *a été accueilli avec joie par les villages africains dont les enfants servaient au TONKIN* », et que le « *retour au foyer des soldats engagés sur le théâtre d'opérations Indochinoises est attendu avec impatience* »³⁶. En dehors de cette lassitude qui ne semble concerner que les sujets directement affectés par l'engagement de leurs proches dans le conflit, tout se passe comme si l'état d'esprit des populations n'avait globalement pas été un sérieux motif d'inquiétude pour les fonctionnaires coloniaux.

Le début des années 1950 en Haute-Volta est marqué par d'autres événements qui touchent plus directement des individus toujours plus nombreux à se voir accorder le droit de vote. Entre 1948 et 1956, le nombre d'électeurs est passé de 150.000 à un million dans le contexte très sensible d'autonomisation des territoires coloniaux – on ne parle pas encore d'indépendance – et d'un difficile rassemblement de populations voltaïques dont le territoire avait été disloqué entre 1932 et 1947³⁷. Pour la noblesse mossi dont Nabyouré est issu, les défis à relever étaient de taille. Celle-ci devait en effet veiller à ne pas se laisser déborder par une élite civile ou militaire qui n'avait aucune raison de lui être nécessairement acquise. La loyauté affichée à l'endroit de la France s'inscrit par conséquent dans une stratégie de captation des rentes symboliques, politiques mais aussi matérielles de la « politique des égards » liant le pouvoir colonial à la cour royale. Il s'agit là d'un deuxième niveau de lecture qui permet de mieux saisir la position particulière de Nabyouré qui, comme son père et ses prédécesseurs, a dû emprunter l'étroite ligne de crête séparant la tradition de la modernité.

Nabyouré : au service de la France et du royaume

Quelques semaines après l'annonce du décès de son fils, le roi Saaga II faisait parvenir au gouvernement français un télégramme dans lequel il témoignait son attachement à la France. On pouvait y lire ceci : « *Mon fils est mort en défendant une noble cause, c'est l'essentiel. Je ne manquerai pas ainsi que toute ma famille, de renouveler à chaque fois que le besoin se fera sentir, tout mon dévouement à la cause française* »³⁸. De façon subtile, le roi ne manquait pas de rappeler l'engagement de sa dynastie, et plus largement de la noblesse mossi, auprès de la Métropole à chaque fois que celle-ci a fait appel à ses soldats africains. Dans son discours, le capitaine Drabo ne manque pas de rappeler ce qui a conduit Nabyouré à rejoindre l'armée française. C'est que le prince a été donné par son père à la France.

Il faut se souvenir qu'entre la prise de Ouagadougou par les troupes coloniales françaises en 1896 et la Première Guerre mondiale, les nobles mossi étaient dans leur majorité réticents à envoyer leurs propres fils ou frères à l'armée. Ils facilitaient plus volontiers le recrutement de ceux qui étaient considérés comme des « subalternes » dans la société mossi de l'époque, à savoir les captifs de case, les descendants d'esclaves, les non-mossi et plus largement les roturiers. La Grande Guerre a considérablement modifié l'attitude des *naaba* à l'égard de l'effort militaire. En effet, en 1908, une révolte qui a éclaté dans une zone d'insoumission chronique à l'égard du pouvoir central à Ouagadougou a été sévèrement réprimée par les troupes coloniales. Naaba Koom II, qui était souverain depuis moins de 3 ans, a été suspecté par l'administration militaire de collusion avec un certain Alassane Moumeini, le meneur du soulèvement³⁹. Ceci lui a valu une mise à l'écart par les autorités coloniales et un abaissement significatif de sa solde. Le roi ne l'a pas oublié lorsque la

36 « Revue trimestrielle Juin-Juillet-Août 1954 », Territoire de Haute-Volta, Ouagadougou, 24 septembre 1954, ANS 10G 23/144.

37 Bantenga Moussa Willy *et alii* (dir.), *La Reconstitution de la Haute-Volta*, Ouagadougou, L'Harmattan, 2010.

38 Télégramme signé par Naaba Saaga II, 15 janvier 1954, Archives nationales de France-Centre des Archives d'Outre-mer à Aix-en-Provence (ANF-CAOM), carton 2186, dossier 6.

39 Beucher B., *Manger le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 125-131 ; Kouanda Assimi, « La révolte d'Alassane Moumeini », in Madiéga Y. Georges et Nao Oumarou, (dir.), *Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995*, tome 1, Paris/Ouagadougou, Karthala/PUO, 2003, pp. 569-593.

guerre éclate en 1914. Après avoir envoyé la fine fleur de la noblesse mossi prendre d'assaut le Togoland allemand, Naaba Koom II n'a ménagé aucun effort pour appuyer de toute son autorité les campagnes de recrutement militaire et de la main-d'œuvre, mais aussi pour réprimer un autre soulèvement, tout aussi considérable, qui avait gagné l'Ouest-Volta dans les années 1915-1916. En 1918, lors du passage de la mission du député Diagne, le roi a accompli un geste fort et remarqué : l'enrôlement de son propre frère, le Djiba Naaba⁴⁰. Cet événement a été mis en scène et a largement contribué à la campagne de communication qui a permis la levée de près de 10.000 hommes dans le seul cercle de Ouagadougou. Les Pères Blancs, qui connaissaient bien la société mossi, rapportent cette année-là que cet « *exemple n'a pas tardé à porter ses fruits. Tous les grands nabas, tous les chefs de canton, se croient obligés d'en faire autant, et ils viennent présenter qui leur fils, qui leur frère* »⁴¹. Les autorités coloniales n'en demandaient pas tant !⁴² Cet événement, qui a fait le tour du pays mossi, est important car le roi a pour la première fois donné l'exemple à ses sujets. Ceci lui a valu d'être fait chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur. La noblesse n'était plus une classe privilégiée exemptée du service dans les armées.

Au cours des années 1920, on a vu émerger au sein de la cour royale une génération de princes qui n'appartenaient plus tout à fait aux anciennes élites et pas entièrement aux nouvelles. Ces princes cumulaient plusieurs registres de légitimité. Descendants d'une dynastie pluriséculaire, en position de recevoir le *naam*, ce pouvoir de nature divine, ils pouvaient prétendre au trône. Mais ils devaient également asseoir leur autorité sur des sujets parfois qualifiés d'« évolués » qui, roturiers, maîtrisaient généralement le français et portaient parfois l'uniforme ainsi que de prestigieuses décorations, notamment la médaille militaire. Une poignée d'entre eux disposait même de la nationalité française. Ainsi, Naaba Koom II, certainement attentif à ce que les anciens combattants roturiers revenus du front occidental ou oriental ne remettent pas en cause son autorité ainsi que celle des princes, a souhaité donner une formation militaire à ses fils. Dans l'un des documents consacrés à Nabyouré, le lieutenant-colonel De Goer y fait allusion, rappelant que l'« *auguste père* » du prince, qui est donc le fils de Naaba Koom II, « *tint autrefois à porter l'uniforme français* »⁴³. Dans les années 1920, les deux prétendants à la couronne se sont engagés dans l'armée. Le fils aîné, Issoufou, a été fait caporal en 1924 et s'est vu affecter au 24^e régiment d'infanterie coloniale (RIC) à Perpignan qui s'est rapidement illustré lors de la Guerre du Rif au Maroc (1925-1926). Son engagement a pris fin en 1927. Peu attiré par les études, son expérience militaire et sa présence en métropole étaient censés constituer un capital de prestige suffisant pour exercer fermement sa future charge royale, mais aussi pour affirmer la prééminence du roi de Ouagadougou sur ses pairs mossi. L'administration coloniale, de son côté, souhaitait encourager l'émergence d'une élite nobiliaire « moderne », capable de saisir les impératifs de la « mise en valeur » des colonies qui était à cette époque à l'ordre du jour⁴⁴. Le cabinet du ministère des

40 Cet arrière-plan historique est explicitement évoqué lors des honneurs rendus en 1954 au caporal-chef Nabyouré. Cf. « Discours prononcé en mossi puis traduit en français », signé par le lieutenant Tiémoko Kaboré du BMTS 30. Bureau de la Guerre psychologique, Affaires militaires musulmanes. Copie d'archive remise par le lieutenant-colonel Champeaux.

41 Daire du 28 avril 1918, Archives des Pères Blancs à Ouagadougou (APBO).

42 Effectivement, 8000 recrues étaient attendues du cercle de Ouagadougou. Plus de 9800 ont été fournies avec le concours actif des chefs. Cf. « Situation politique pendant le 3^e trimestre 1918 », Haut-Sénégal-Niger, cercle de Ouagadougou, Archives nationales de Côte d'Ivoire (ANCI) 5EE 15 2/2.

43 « Allocution prononcée par le lieutenant-colonel De Goer Hervé, représentant le colonel commandant la zone de Haiphong, aux obsèques du caporal-chef Congo Nabyouré ». Pièce du dossier relative au décès du caporal-chef Nabyouré, partie le 16 mars 1954 de Saïgon. Bureau de la Guerre psychologique, Affaires militaires musulmanes. Copie d'archive remise par le lieutenant-colonel Champeaux.

44 Il s'agissait d'un plan de développement économique ambitieux, pensé à l'échelle de l'Empire, et considéré pour la première fois sous les angles à la fois économique, financier, social et politique. Si ce plan n'a jamais été appliqué dans son ensemble, il a cependant profondément transformé les structures sociales et économiques de la Haute-Volta qui s'est spécialisée dans la culture du coton et a été une grande pourvoyeuse de main-d'œuvre, essentiellement au bénéfice de la Côte-d'Ivoire. Cf. Conklin Alice L., *A mission to Civilize : The Republican Idea of*

Colonies a suivi le parcours militaire d'Issoufou. Son père a vivement souhaité qu'il obtienne les galons de sergent avant de prendre un commandement coutumier, celui de Djiba, généralement dévolu au futur *Moogo Naaba*. Cette proposition a été acceptée. En 1942, Issoufou est devenu roi sous le nom de Naaba Saaga II. Il est le père du caporal-chef Nabyouré.

Entre temps, la noblesse s'est à nouveau mobilisée en 1939, dès l'annonce du déclenchement de la guerre. Une fois de plus, elle mettait en scène l'engagement des membres de la famille royale, en l'occurrence les deux fils de Koom II : le Naaba de Djiba, devenu lieutenant de réserve, et le naaba de Doulougou, sergent. Tandis que Naaba Koom II était élevé à la dignité de commandeur de la Légion d'honneur, le magazine *Match* présentait, photos à l'appui, son engagement inconditionnel aux côtés de la France. Le titre de ce numéro de décembre 1939 est évocateur : l'« *Empereur du Mossi donne à la France ses fils et ses sujets* »⁴⁵. Il n'est pas sans rappeler la note de renseignement faisant état des services du prince. Elle commence en effet par l'évocation de la fidélité du roi « *dont la famille a déjà beaucoup donné à la France* »⁴⁶. Cette formule convenue masque en grande partie les raisons qui ont poussé à cette manifestation de loyalisme. Car, on peut s'en douter, jamais les rois et princes n'ont manifesté publiquement ce sentiment de façon inconditionnelle. Les sorties de guerre ont toujours été des moments cruciaux au cours desquels la noblesse a dû négocier avec les autorités coloniales les contreparties symbolique (en terme de prestige), matérielle (notamment à travers l'augmentation de leur solde) et politique (avec le renforcement de la centralisation administrative à Ouagadougou) de leur contribution à l'effort national. C'est ainsi, pour faire simple, qu'en 1919 a été créé un territoire, la Haute-Volta, qui faisait la part belle à une population mossi voyant son espace politique conservé par le tracé des frontières coloniales. De même, après la Seconde Guerre mondiale, l'effort de guerre consenti par le royaume a joué un rôle non négligeable dans la restauration de ce même territoire voltaïque qui avait supprimé pour des raisons essentiellement économiques.

Dans les années 1950, nous l'avons rappelé, la noblesse se trouvait concurrencée sur le plan politique par une élite roturière qui bénéficiait de l'élargissement progressif de l'électorat à partir de 1945 et qui pouvait prétendre au prestigieux mandat de député à l'Assemblée nationale, de conseiller de la République ou encore d'élu à l'Assemblée territoriale de la Haute-Volta. La cour royale n'avait pas attendu d'être dépassée pour réagir. Dans l'entourage lettré du roi, un parti politique a été fondé dès 1945 afin de contrecarrer la puissante formation qu'était le Rassemblement démocratique africain (RDA). Il s'agit de l'Union de Défense des Intérêts de la Haute-Volta (UDIHV), rebaptisé un an plus tard du nom d'Union voltaïque (UV). Le RDA était d'autant plus redoutable pour les soutiens du parti royal qu'il était implanté dans quasiment tous les territoires de l'AOF, et qu'il portait des revendications très populaires à l'image de l'abandon du régime de l'Indigénat et de la fin du travail forcé. Sur le plan local, le RDA était nettement hostile à la restauration de la Haute-Volta qu'il percevait comme le cadre de déploiement d'une sorte d'impérialisme mossi combiné à l'impérialisme colonial. De leur côté, le roi Koom II et son parti ont obtenu le soutien de l'administration et de la Mission catholique qui voyaient dans le RDA un parti subversif, parfois « anti-français » et dominé par des *leaders* « athées ». En somme, il s'agissait de conduire une sorte de politique d'endiguement dont l'un des remparts était censé être le « bloc mossi »⁴⁷ entendu comme un bastion conservateur et loyal solidement tenu en mains par une

Empire in France and West Africa, 1895-1930, Stanford, Stanford University Press, 1997, pp. 11 et 41 ; Marseille Jacques, *Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005, p. 446 ; Sarraut Albert, *La Mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot, 1923.

45 « L'Armée Noire », in *Match*, 28 décembre 1939, pp. 31-39.

46 « Les renseignements intéressants filiation... », *doc. cit.*

47 Cette expression apparaît couramment dans les rapports politiques produits par l'administration coloniale à partir de l'entre-deux-guerres. Elle renvoie à une homogénéité culturelle et politique du Moogo qui est hautement contestable sur le plan historique. Entre les années 1920 et 1950, cette vision unitaire et réifiante de l'identité mossi est instrumentalisée à la fois par l'administration coloniale et la cour royale de Ouagadougou dont les visées politiques respectives conduisaient parfois à l'établissement de parcours d'accommodation. Cf. Beucher B., « Le mythe de l'

noblesse appelée à orienter le vote de ses sujets.

Nous l'avons signalé, la colonie a bien été restaurée cinq années avant que Nabyouré ne rejoigne les rizières indochinoises. Cependant, ceci n'a pas mis fin pour autant aux tensions politiques qui continuaient d'exister entre une partie occidentale du territoire largement dominée par les personnalités du RDA non-mossi et une partie orientale placée sous l'influence du royaume de Ouagadougou et de l'UV. Précisément, le RDA devenait toujours plus influent dans la capitale royale tandis que l'UV peinait à s'implanter dans la région de Bobo-Dioulasso. Plus grave encore, l'UV était elle-même traversée par des conflits de nature générationnelle entre les « anciens », fidèles à la noblesse, et les « modernes », désireux de conforter leur position de nouvelle élite et même, dans certains cas, d'hommes nouveaux. Dans ce contexte, le don de son fils à la France par le roi s'avère habile à plus d'un titre. Il visait notamment à réitérer sa loyauté à l'égard de la puissance coloniale, à assurer l'administration de son plein soutien dans sa tâche d'accompagnement de l'autonomisation du territoire, processus sur lequel il entendait naturellement peser de tout son poids, et, enfin, à rassurer les Voltaïques quant à la capacité de la cour royale à faire émerger en son sein des figures modernes, capables de comprendre le contexte socio-politique mouvant de l'après-guerre. Dans une certaine mesure, Nabyouré est l'incarnation même de ces préoccupations⁴⁸. Ceci explique en grande partie l'allocution du capitaine Drabo qui n'a pas manqué de signaler publiquement que les camarades du prince voyaient en lui « *un futur MORO NABA sur lequel ils fondaient tous leurs espoirs* »⁴⁹. D'une certaine façon, l'histoire du royaume se poursuivait, mais à des milliers de kilomètres du Moogo. Le prestige de ses chefs était donc sans cesse remis en jeu, à la fois en Afrique, en Europe et en Asie.

La noblesse développait également des stratégies visant des objectifs beaucoup plus pragmatiques. Le roi entendait tirer tout le profit économique et matériel de la mise en valeur des colonies, et plus précisément des besoins en hommes de l'administration et des compagnies privées. Un certain nombre de chantiers coloniaux ont été ouverts avec l'apport massif de la main-d'œuvre mossi. Depuis le tout début du XX^e siècle, le Moogo était connu pour la densité de sa population, largement attribuée par la littérature coloniale à la solidité de ses institutions politiques⁵⁰. Il a rapidement acquis la réputation de « terre à soldats » et de « réservoir de main-d'œuvre » dans le contexte du travail forcé. C'est ainsi que des milliers de Mossi, sans compter leurs camarades issus du reste de la Boucle du Niger, ont été envoyés sur le chantier ferroviaire du Thiès-Kayes, puis de Côte-d'Ivoire (l'Abidjan-Niger). Ce dernier était censé progresser de la côte vers le nord puis le nord-est et relier le cœur économique et administratif de la colonie ivoirienne à la capitale royale, Ouagadougou, *via* Bobo-Dioulasso. Or, au tout début des années 1930, la France et son empire ont durement subi les conséquences de la crise économique mondiale. Dès lors, l'heure était à la recherche d'économies afin de tirer profit des territoires ultramarins à moindre coût. Ceci passait par des diminutions de personnel administratif et la suspension de certains projets jugés trop coûteux et

"Empire mossi". L'affirmation des royautés comme force d'accompagnement ou de rejet des nouveaux pouvoirs centraux, 1897-1991 » in Hilgers M., Mazzocchetti J. (dir.), *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Paris, Karthala, pp. 25-50.

48 De même, son frère, Étienne, était très apprécié de l'administration voltaïque qui, en 1952, l'estimait « *très ouvert aux idées nouvelles* ». Entre-temps, Étienne Congo était devenu le président de l'Union voltaïque et avait fait une active campagne lors des élections de 1945-1946. Cf. *Carnet signalétique de chef de canton et de province*, Colonie de Côte-d'Ivoire, cercle de Ouagadougou, dossier d'Étienne Congo ouvert le 1^{er} juin 1935, Archives nationales du Burkina Faso (ANF) 22V 157.

49 « Discours prononcé par le capitaine DRABO, Chargé des Affaires Militaires Africaines des Forces Terrestres du Nord Vietnam à la mémoire du Caporal-Chef CONGO NABYOURE du B.M.1-A.O.F. », Bureau de la Guerre psychologique, Affaires militaires musulmanes. Copie d'archive remise par le lieutenant-colonel Champeaux.

50 Encore lors du recensement voltaïque de 1960-1961, tout comme celui de 1975, on constate de façon très nette que la carte des plus fortes densités, soit entre 15 et 20 hab./km² se superpose parfaitement avec celle du Moogo. La stabilité des institutions royales, la paix relative qui y aurait régné, aurait ainsi permis cette croissance démographique sur la longue durée corroborant ainsi les hypothèses courantes de la période coloniale. Mais on pourrait inverser la proposition et imaginer que ce sont ces fortes densités qui ont conduit à l'émergence des États royaux.

dont la rentabilité à court terme n'était pas certaine. Le chemin de fer de Côte-d'Ivoire en fit les frais. Il n'atteignit Bobo-Dioulasso qu'en 1934 et, lorsque Nabyouré décéda, il se faisait encore attendre à Ouagadougou⁵¹. La situation a d'autant plus indigné le roi de Ouagadougou et sa cour que celui-ci a facilité l'impopulaire levée des travailleurs forcés en leur promettant que le royaume allait bénéficier du fruit de leur dur labeur.

À défaut de satisfaire pleinement l'ensemble des revendications portées par le roi, le gouvernement français s'était employé à flatter son orgueil en lui rendant des honneurs traditionnellement dévolus à un chef d'État. C'est ainsi qu'au cours de l'été 1953, Naaba Saaga II fut invité à visiter la métropole. Naaba Saaga II fut tout d'abord conduit à Fréjus où se trouvaient les troupes coloniales en garnison. Promu peu de temps auparavant au grade de capitaine de réserve, il y reçut les honneurs militaires. Ce fut l'occasion pour le souverain de s'entretenir avec les officiers, sous-officiers et militaires du rang mossi comme le rapporte une dépêche de l'AFP⁵². La suite du séjour le conduisit notamment aux usines Renault, qui marquèrent fortement son attention, et à Paris afin d'assister au défilé du 14 Juillet, point d'orgue de son déplacement. La réception du roi en France a été accompagnée d'un protocole digne d'un chef d'État. Naaba Saaga II ignorait qu'aucun service administratif ne souhaitait en régler la note, et il apprit rapidement qu'un certain nombre de personnalités de la section voltaïque du RDA ne voyaient pas ce qui valait à un roi mossi tant d'honneurs... Son retour en Afrique ne fut pas moins triomphal. Le trajet a été réalisé à bord du *Djenné* qui, parti de Marseille, rejoignit Dakar *via* Casablanca. À son arrivée dans le chef-lieu de l'AOF, le roi et son conseil de gouvernement ont reçu une importante délégation à bord du navire. Parmi elle, de nombreuses personnalités civiles, mais aussi militaires, à l'image du colonel Villard, représentant du Haut Commissaire de la République en AOF⁵³. Leur débarquement a été accompagné par la fanfare du 7^e RTS ainsi que les honneurs rendus par la célèbre Garde Rouge⁵⁴. Quelques mois plus tard, le roi perdait l'un de ses fils les plus prometteurs, un prince à qui il faisait certainement confiance pour assurer la pérennité des institutions royales dans un climat politique troublé. L'inauguration de la gare ferroviaire de Ouagadougou en 1954 n'a probablement pas atténué la peine du souverain, mais elle a néanmoins laissé à la postérité la trace matérielle⁵⁵ de l'entrée en modernité coloniale de la cour, celle qui a sans aucun doute contribué à façonner la personnalité du prince et soldat Nabyouré.

Conclusion

À partir de la seconde moitié des années 1950, la royauté allait connaître une vie politique profondément bouleversée. Pensons seulement à l'adoption de la loi Cadre de 1956 dite « Defferre » qui instaurait le suffrage universel dans l'Afrique française et autorisait la formation des premiers gouvernements autonomes. Qu'aurait fait Nabyouré à son retour d'Indochine ? Aurait-il été intronisé Moogo Naaba ? Se serait-il lancé dans le jeu politique démocratique afin de permettre à la noblesse

51 Il était attendu que le rail dynamise la ville de Ouagadougou et plus largement le Moogo sur le plan économique. Il s'agissait également de désenclaver la région dont les élites politiques dénonçaient une certaine mise à l'écart à l'échelle de l'AOF.

52 Dépêche AFP du 29 juillet 1953, document remis par Gérard Kango Ouédraogo, ancien Premier ministre de la Haute-Volta.

53 Ce titre remplace celui de gouverneur général de l'AOF.

54 « Le Morho-Naba rentre à bord du 'Djenné' », *Paris-Dakar*, 31 juillet 1953, n° 5331, p. 6.

55 La place de la gare a été baptisée « Naba Koom » en hommage au grand-père de Nabyouré qui fut le premier Mossi à faire du prolongement de la voie ferrée un objectif politique. Elle est aujourd'hui très fréquentée par les amateurs de bière et de brochettes qui peuvent y découvrir une statue insolite, représentant une femme, avec le « foulard aux hirondelles » (*lwili peendé*) aujourd'hui considéré comme un symbole national, apportant unealebasse d'eau, celle de la bienvenue.

de présider au destin d'une Haute-Volta devenue une république en décembre 1958 avant d'accéder à l'indépendance en août 1960 ? À la mort de Naaba Saaga II, en 1957, le choix du collège électoral traditionnellement chargé d'élire le successeur du roi s'est porté sur Moussa Congo. Celui-ci prit le nom de règne de Naaba Kougri, annonçant qu'il serait un « roc » (« *kugri* ») que « rien ne pourrait ébranler ». En octobre 1958, sentant que le pouvoir allait définitivement échapper aux anciennes élites, le souverain convoqua son chef de guerre (*tapsoaba*) et regroupa des guerriers qui semblaient être venus d'un autre temps. Armés de casse-têtes, d'arcs et de flèches, ils tentèrent d'encercler l'Assemblée territoriale afin qu'elle ouvre ses bancs à une part significative d'hommes issus de la dynastie royale ou tout au moins proches d'elle⁵⁶. Ce fut un véritable fiasco. Si le roi semblait avoir été conseillé par le colonel Chevreau, commandant des troupes françaises stationnées en Haute-Volta, ce sont ces derniers qui ont dispersé les malheureux soldats du Moogo Naaba. L'affaire fut humiliante et semblait anéantir des décennies d'habiles tactiques et accommodations qui avaient permis à ses prédécesseurs, tout comme à Nabyouré, de faire figure de princes modernisateurs au sein d'un espace impérial français à la défense duquel ils avaient si souvent contribué.

Depuis 1958, la cour royale ne retrouva jamais le rôle central qu'elle jouait jusque-là dans la formation et la construction de l'État voltaïque. Cependant, elle put compter sur des *naaba* suffisamment habiles pour ne pas périliter et faire peser son influence de façon nettement plus discrète et efficace⁵⁷. Après plusieurs tentatives d'étouffement des autorités royales, conduites notamment par le président Maurice Yaméogo (1960-1966) et le capitaine Thomas Sankara (1983-1987), la cour royale de Ouagadougou a continué de participer activement à la vie politique nationale. Elle l'a fait en tâchant d'occuper une sorte de position de surplomb moral censé la placer au-dessus des vicissitudes de la vie des partis politiques, posture couramment mise en avant par les armées dans l'Afrique des années 1960-1970. Elle y est en partie parvenue, comme en témoigne le rôle stratégique qu'elle a joué lors des derniers bouleversements politiques qu'a connus le Burkina Faso. En 2015, c'est en effet dans le palais du roi Bongho II (1982-...) qu'a été conclu un accord de cessez-le-feu avec les mutins du régiment de sécurité présidentielle (RSP), un corps d'élite qui avait tenté de renverser le pouvoir légal. Pour saisir la nature de ces relations actuelles entre les autorités royales et l'armée, on ne peut faire l'économie d'une perspective historique restituant les trajectoires européennes et africaines, précoloniales, coloniales et postcoloniales du fait militaire dans ces sociétés subsahariennes, perspective qui constitue l'une des trames de fond de l'ensemble des travaux du lieutenant-colonel Champeaux.

Bibliographie sélective :

Beucher Benoit, *Manger le pouvoir au Burkina Faso. La noblesse mossi à l'épreuve de l'Histoire*, Paris, Karthala, 2017.

Bodin Michel, *Les Africains dans la guerre d'Indochine 1947-1954*, Paris, L'Harmattan, 2000.

Bodin Michel, « Les "Sénégalais" de la guerre d'Indochine » in Garan Frédéric (dir.), *Défendre l'Empire*, Éd. Vendémiaire, 2013, pp. 103-135.

Cadeau Ivan, *La Guerre d'Indochine. De l'Indochine française aux adieux à Saigon 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015

56 Skinner Elliott Percival, *The Mossi of the Burkina Faso. Chiefs, politicians and soldiers*, Illinois, Waveland Press, 1989, p. 104.

57 Beucher B., « Republic of Kings: Neo-Traditionalism, Aristocratic *Ethos* and Authoritarianism in Burkina Faso », in Comaroff Jean et John L., *The Politics of Custom: Chiefs, Capital and Culture in Contemporary Africa*, Chicago, Chicago University Press, 2017.

Champeaux Antoine (lieutenant-colonel) et Deroo Éric, *La Force Noire : gloire et infortune d'une légende coloniale*, Paris, Tallandier, 2006.

Conklin Alice L., *A mission to Civilize : The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1997.

Echenberg Myron J., *Les Tirailleurs sénégalais en Afrique occidentale française, 1857-1960*, Paris, Karthala, 2009.

Ginzburg Carlo, *Mythes emblèmes traces. Morphologie et histoire*, Lagrasse, Verdier Poche, 2010.

Izard Michel, *Moogo, l'émergence d'un espace étatique ouest-africain au XVI^e siècle*, Paris, Karthala, 2003.

Michel Marc, « La genèse du recrutement de 1918 en Afrique noire française », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 58, n° 213, 4^e trimestre 1971, pp. 433-450.

Saul Mahir et Royer Patrick, *West African Challenge to Empire : culture and history in the Volta-Bani anticolonial war*, Ohio University Press/James Currey, Athens/Oxford, 2001.

Skinner Elliott Percival, *The Mossi of the Burkina Faso. Chiefs, politicians and soldiers*, Illinois, Waveland Press, 1989.